

# Conditions Générales de Services

Hébergement TNT OM et DiffHF-  
TNT OM

Outre-Mer

OFFRE DE REFERENCE 2022

Version 2022\_1 du 8 juillet 2022

## TABLE DES MATIERES

1	DEFINITIONS.....	4
2	OBJET .....	7
3	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	7
4	DUREE .....	8
5	RESILIATION.....	8
	Résiliation du Contrat en cas de manquement grave .....	8
	Résiliation pour convenance de l'Opérateur .....	8
	Résiliation du Contrat en cas d'arrêt d'exploitation du Site par TDF.....	9
6	OBLIGATIONS DE L'OPERATEUR AU TERME DU CONTRAT .....	9
7	PRIX.....	9
8	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	9
9	RETARD DE PAIEMENT.....	10
10	DEPOT DE GARANTIE .....	10
11	COMITE DE SUIVI.....	11
12	ENGAGEMENTS DE L'OPERATEUR.....	11
13	GARANTIES DE L'OPERATEUR .....	12
14	REGLES D'ACCES AUX SITES .....	12
15	SOUS-TRAITANCE .....	12
16	CONTENU DES PROGRAMMES .....	13
17	ASSURANCES .....	13

<b>18</b>	<b>RESPONSABILITE</b> .....	<b>14</b>
<b>19</b>	<b>INTERRUPTION DE SERVICE</b> .....	<b>14</b>
	Interruption programmée de courte durée.....	14
	Interruptions exceptionnelles en urgence .....	14
<b>20</b>	<b>PENALITES DE RETARD DE MISE A DISPOSITION</b> .....	<b>15</b>
<b>21</b>	<b>RENOUVELLEMENT OU MODIFICATION SUBSTANTIELLE DES INFRASTRUCTURES OU DISPOSITIFS TECHNIQUES</b> .....	<b>15</b>
<b>22</b>	<b>DEMANDES D’AUTORISATION ET DECLARATIONS</b> .....	<b>15</b>
<b>23</b>	<b>CAS DE FORCE MAJEURE</b> .....	<b>16</b>
<b>24</b>	<b>PROPRIETE</b> .....	<b>16</b>
<b>25</b>	<b>DEBAUCHAGE - EMBAUCHAGE</b> .....	<b>16</b>
<b>26</b>	<b>CONFIDENTIALITE</b> .....	<b>16</b>
<b>27</b>	<b>LITIGES</b> .....	<b>17</b>
<b>28</b>	<b>NULLITE</b> .....	<b>17</b>
<b>29</b>	<b>TITRES</b> .....	<b>18</b>
<b>30</b>	<b>NOTIFICATION</b> .....	<b>18</b>
<b>31</b>	<b>DOMICILIATION</b> .....	<b>18</b>
<b>32</b>	<b>MODIFICATION DES CONDITIONS GENERALES DE SERVICES</b> .....	<b>18</b>

# 1 Définitions

Les définitions données ci-après décrivent les principaux termes et abréviations employés dans le Contrat

<b>Canal d'Émission</b>	Désigne le canal d'émission attribué à un opérateur de multiplex, ou aux sociétés éditrices composant le multiplex considéré, par les autorités nationales compétentes afin de diffuser un programme de TNT.
<b>Capacité physique d'Hébergement du Site</b>	Désigne la capacité maximale du Site à héberger des équipements.
<b>Capacité radioélectrique du Site</b>	Désigne l'ensemble des configurations possibles de points d'émission à partir du Site (fréquences, puissances, hauteur d'émission, diagrammes, largeur de bande, type de modulation) tels que les champs radioélectriques émis respectent les normes et règlements en vigueur et n'induisent pas de perturbations vis-à-vis d'autres émissions ou réceptions radioélectriques, notamment celles implantées sur le Site.
<b>Conditions Générales de Service</b>	Désigne le présent document, dans sa version en vigueur, à la date de signature du Contrat, d'un avenant ou d'acceptation d'une commande conformément aux stipulations de l'article 3 ci-après.
<b>Contrat</b>	Désigne l'ensemble constitué par les documents énumérés à l'article 3 ci-dessous et régissant les droits et obligations de TDF et de l'Opérateur au titre de la fourniture du Service.
<b>Etude d'Implantation et de Réalisation</b>	Désigne l'étude réalisée par TDF sur demande de l'Opérateur dont la commande doit être établie conformément au « Modèle d'Expression de Besoin Hébergement TNT OM ». L'étude permet de vérifier la faisabilité des demandes de l'Opérateur, en déterminant les pré requis et les aménagements spécifiques nécessaires, à réaliser le cas échéant par TDF. Elle sert de base à la réalisation de la Proposition Technique et Commerciale de TDF.
<b>Etude de Conception et de Raccordement au Système Antennaire</b>	Désigne l'étude réalisée par TDF sur demande de l'Opérateur dont la commande doit être établie conformément au « Modèle d'Expression de Besoin de Service DiffHF-TNT OM ». L'étude permet de vérifier la faisabilité d'une demande d'accès au système antenaire de TDF, en déterminant les pré requis ainsi que les aménagements spécifiques nécessaires à réaliser, le cas échéant, par TDF. Elle sert de base à la réalisation de la Proposition Technique et Commerciale de TDF.  L'Etude de Conception et de Raccordement au Système Antennaire ne se prononce pas sur la faisabilité de l'hébergement des équipements de l'Opérateur. Celle-ci est vérifiée au titre de l'Etude d'implantation et de Réalisation.

<b>Expression de Besoin Hébergement TNT OM</b>	Désigne la commande par l'Opérateur d'une Etude d'Implantation et de Réalisation dans la perspective de l'hébergement d'une Station Radioélectrique de l'Opérateur sur un Site donné de TDF. Elle est établie par l'Opérateur conformément au document « Modèle d'Expression de Besoin Hébergement TNT OM » annexé à l'Offre de Service Hébergement TNT OM publiée.
<b>Expression de Besoin DIFFHF-TNT OM</b>	Désigne la commande par l'Opérateur d'une Etude de Conception et de Raccordement au Système Antennaire sur un Site TDF donné et pour un Canal d'Émission donné. Elle est établie par l'Opérateur conformément au document « Modèle d'Expression de Besoin DiffHF-TNT OM » annexé à l'Offre de Service DiffHF-TNT OM publiée.
<b>HF ou RF</b>	Désigne les signaux radioélectriques de haute fréquence (radio-fréquence) destinés à être diffusés sur leur fréquence.
<b>Infrastructure</b>	Désigne l'ensemble des équipements et installations exploités par TDF sur le Site, notamment le Pylône, les bâtiments et les locaux techniques.
<b>Mise à Disposition</b>	Désigne l'acte par lequel l'Opérateur et TDF constatent de manière contradictoire la mise à disposition par TDF à l'Opérateur de tout ou partie d'un Service, matérialisée par la signature de la partie I du cahier de recette et de conformité.  En cas de conclusion, au terme d'un Contrat entre TDF et l'Opérateur, d'un nouveau Contrat ayant pour objet le même Service, la Date de Mise à Disposition du Service objet du nouveau Contrat est réputée acquise à la date d'entrée en vigueur du nouveau Contrat
<b>Date Prévisionnelle de Mise à Disposition</b>	Désigne, dans la Proposition Technique et Commerciale, la date à laquelle TDF estime être en mesure de fournir à l'Opérateur tout ou partie du Service objet de l'Expression de Besoin de l'Opérateur.
<b>Offre de Référence</b>	Désigne l'offre technique et tarifaire de prestations afférentes au Service Hébergement TNT et au Service DiffHF-TNT établie par TDF en application de la décision de l'ARCEP n°2022-0931 du 10 mai 2022.
<b>Offre Sur Mesure</b>	Désigne les conditions techniques et tarifaires spécifiques qui ont été adaptées par TDF afin de répondre à un besoin particulier et légitime de l'Opérateur qui n'était pas couvert par l'Offre de Référence DiffHF-TNT OM et/ou Hébergement TNT OM.
<b>Opérateur</b>	Désigne une société bénéficiaire du Service, autre que TDF, et devant avoir, eu égard à l'objet du Service, la qualité d'opérateur au sens de l'article L.32 et L.33-1 du Code des Postes et Communications Electroniques.
<b>Proposition Technique et Commerciale Hébergement TNT</b>	Désigne le document, établi par TDF à partir de l'Etude d'Implantation et de Réalisation et définissant les conditions de mise en œuvre du Service Hébergement TNT OM demandé

par l'Opérateur sur un Site ainsi que les conditions juridiques, économiques et techniques y afférant.

<b>Proposition Technique et Commerciale DIFFHF-TNT</b>	Désigne le document, établi par TDF à partir de l'Etude de Conception et de Raccordement au Système Antennaire et définissant les conditions de mise en œuvre du Service DiffHF-TNT OM demandé par l'Opérateur sur un Site et pour un Canal d'Émission ainsi que les conditions juridiques, économiques et techniques y afférant.
<b>Pylône</b>	Désigne un pylône, un pylônet, un château d'eau, un toit terrasse ou une tour qui permettent d'accueillir le Système Antennaire de Diffusion de l'Opérateur et le cas échéant, son Système Antennaire de Réception.
<b>Salle Cohabitée</b>	Désigne la salle dans laquelle l'Opérateur peut installer ses équipements de diffusion. Cette salle est strictement et exclusivement destinée à l'hébergement des équipements objet du Service Hébergement TNT OM.
<b>Service</b>	Désigne le Service Hébergement TNT OM ou le Service DiffHF-TNT OM fourni par TDF sur les Sites.
<b>Service DiffHF-TNT</b>	Désigne le service de raccordement et d'utilisation du Système Antennaire de TDF et des signaux HF y afférent fourni par TDF à l'Opérateur sur un Site et pour un Canal d'Emission. Le Service DiffHF-TNT est décrit dans le document de la Version « Année n » de l'Offre de Référence DiffHF-TNT OM.
<b>Service Hébergement TNT</b>	Désigne le service d'hébergement des équipements de diffusion de l'Opérateur, notamment sa Station Radioélectrique, fourni par TDF à l'Opérateur sur un Site. Le Service Hébergement TNT est décrit dans le document de la Version « Année n » de l'Offre de Référence Hébergement TNT OM.
<b>Site</b>	Désigne le lieu géographique, situé dans les territoires visés à l'article 2 des présentes, sur lequel se trouvent les Infrastructures et l'environnement technique utilisés par TDF pour la fourniture d'un Service Hébergement TNT et, le cas échéant, d'un Service DiffHF-TNT. La liste des Sites éligibles au Service est publiée en annexe de l'Offre de Référence.
<b>Station Radioélectrique</b>	Désigne un ensemble d'émetteurs et de récepteurs, y compris les appareils accessoires nécessaires pour assurer un service de radiodiffusion TNT, en un emplacement donné.
<b>Système Antennaire de Diffusion</b>	Désigne l'ensemble des équipements comprenant la liaison de raccordement, le multiplexeur RF, le ou les feeder(s) et l'antenne ainsi que tous les dispositifs de fixation correspondants.
<b>Système Antennaire de Réception</b>	Désigne l'ensemble des équipements permettant la réception du ou des programmes destinés à être diffusés sur un Site ainsi

que la liaison coaxiale vers les équipements actifs de réception.

## TNT

Désigne la télévision numérique diffusée en France et en Outremer par voie hertzienne terrestre conformément aux normes définies et aux autorisations délivrées par le CSA (ou toute autre autorité qui s'y substituerait) aux opérateurs de multiplex.

## Version « Année n » de l'Offre de Référence

Désigne l'Offre de Référence dont la publication par TDF est intervenue au cours de l'« Année n ».

En cas d'appel d'offres d'un opérateur de multiplex, la Version « Année n » de l'Offre de Référence applicable au Service pouvant être fourni à l'Opérateur par TDF est, sous réserve de faisabilité des besoins exprimés par l'Opérateur et de la conclusion du Contrat, celle publiée et en vigueur à la date de remise des offres de diffusion fixée par l'opérateur de multiplex dans son appel d'offres.

## 2 Objet

Les présentes Conditions Générales de Service ont pour objet de définir les principaux droits et obligations de TDF et de l'Opérateur, en relation avec la fourniture d'un Service Hébergement TNT OM ou d'un Service DiffHF TNT OM par TDF à l'Opérateur (ci-après indifféremment le "Service") sur les Sites implantés dans les territoires des départements (DOM) et régions (ROM) d'outremer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion et Mayotte) ainsi que dans les territoires des collectivités d'outremer (COM) de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

## 3 Documents contractuels

Les documents gouvernant la relation contractuelle entre l'Opérateur et TDF au titre de la fourniture du Service sont, par ordre croissant de primauté suivant :

- les Conditions Générales de Service visées dans la Proposition Technique et Commerciale;
- les dispositions pertinentes, en fonction des prestations convenues, du document de la Version « Année n » de l'Offre de Référence et de ses annexes applicables à la nature du Service commandé (Service Hébergement TNT, Service Diff HF TNT) et à la catégorie de Sites à partir duquel le Service est fourni (importants ou d'accès difficile ; standards ou de base);
- la Proposition Technique et Commerciale établie par TDF, dont l'acceptation emporte conclusion du Contrat. La Proposition Technique et Commerciale peut, dans le cas d'une Offre sur Mesure, comprendre des conditions dérogatoires aux dispositions pertinentes de la Version « Année n » de l'Offre de Référence applicable qui primeront alors sur les dispositions contraires de celle-ci.

En l'absence de signature par l'Opérateur de la Proposition Technique et Commerciale ou en cas de réserves de sa part sur les conditions contractuelles, quel que soit le support, la signature de la partie I du cahier

de recette et de conformité par l'Opérateur à l'occasion de la Mise à Disposition du Service emporte de la part de l'Opérateur acceptation sans réserves sur les conditions du Contrat. Toute demande de prestation complémentaire s'ajoutant au Service contractué devra être contractualisée sur la base de la Version « Année n » de l'Offre de Référence en vigueur à la Date Prévisionnelle de Mise à Disposition de ladite prestation.

L'Etude d'Implantation et de Réalisation ou l'Etude de Raccordement au Système Antennaire ainsi que les prestations d'ingénierie réalisées par TDF après la conclusion du Contrat sont régies par les dispositions pertinentes des Conditions Générales de Service et de la Version « Année n » de l'Offre de Référence, en vigueur à la date à laquelle la commande de l'Opérateur est acceptée par TDF.

Toute commande d'étude fait l'objet d'une acceptation par TDF, laquelle est réputée avoir été donnée lorsque TDF spécifie à l'Opérateur la date à laquelle le résultat de l'étude sera remis par TDF à l'Opérateur tiers.

## 4 Durée

Le Contrat entre en vigueur à la date de sa conclusion.

La durée du Contrat est de 5 ans à compter de la date de Mise à Disposition du Service.

Lorsqu' il a été conclu par l'Opérateur pour l'exécution du marché de diffusion ROM 1 dans le cadre de la procédure ROM1 222-161, le Contrat sera automatiquement reconduit aux mêmes conditions pour des durées successives de 12 mois sans que la durée totale du Contrat ne puisse excéder 8 ans à compter de la date de Mise à Disposition du Service.

L'Opérateur peut, sans avoir à verser d'indemnités, s'opposer à la reconduction du Contrat à l'échéance du terme de la durée contractuelle en cours (qu'il s'agisse de la

durée initiale de 5 ans ou, si le Contrat a été reconduit, de la durée de 12 mois). Pour ce faire, l'Opérateur devra en informer TDF par courrier recommandé avec avis de réception reçu par TDF au plus tard 3 mois avant à l'échéance du terme de la durée contractuelle en cours.

Toutefois, lorsque la disponibilité du Site où le Service est fourni ne le permet pas, la durée du Contrat peut être inférieure à 5 ans et/ou s'opposer à la reconduction du Contrat dans les conditions décrites ci-dessus. Les Parties conviendront alors d'une durée adaptée qui sera stipulée dans la Proposition Technique et Commerciale.

## 5 Résiliation

### Résiliation du Contrat en cas de manquement grave

En cas de manquement grave par une partie à l'une des obligations qui lui incombent en vertu du Contrat et auquel elle n'aurait pas remédié dans un délai de trente jours à compter de la notification dudit manquement par l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie ayant notifiée le manquement pourra sans autre formalité faire valoir la résiliation de plein droit du Contrat, sans préjudice du droit à réparation auquel elle pourrait prétendre du fait du manquement précité.

### Résiliation pour convenance de l'Opérateur

A compter de la date du troisième anniversaire de la Mise à Disposition relative au Contrat conclu pour la fourniture du Service par TDF à partir d'un Site appartenant à la liste des Sites dits « répliquables » de la Version « Année n » de l'Offre de Référence, l'Opérateur peut, en l'absence de tout manquement de part et d'autre et moyennant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception et le respect d'un préavis de six (6) mois, résilier le Contrat. Dans un tel cas, la résiliation du

Contrat entraîne le paiement par l'Opérateur à TDF, au plus tard à la date de résiliation effective, d'une indemnité égale à :

- 40 % (quarante pour cent) du prix HT annuel du Contrat qui aurait dû être payé par l'Opérateur au titre de la fourniture du Service, de la date de résiliation effective jusqu'au terme de la 4ème année du contrat et ;
- 20 % (vingt pour cent) du prix HT annuel du Contrat qui aurait dû être payé au titre de la fourniture du Service, à compter du terme de la 4ème année du Contrat ou de la date de résiliation effective si elle intervient au cours de la 5ème année du Contrat, jusqu'au terme du Contrat initialement prévu.

### Résiliation du Contrat en cas d'arrêt d'exploitation du Site par TDF

Un Contrat est résilié de plein droit sans versement d'indemnité de part et d'autre, en cas de nécessité pour TDF de mettre fin totalement ou partiellement à l'exploitation du Site correspondant par TDF, ou notamment en cas d'indisponibilité ou de destruction du Site ou des Infrastructures, de changement de réglementation, de cas de force majeure, de décision émanant d'une juridiction judiciaire, administrative ou d'un tribunal arbitral concernant en particulier les champs électromagnétiques (CEM), de décisions administratives ou de risques majeurs liés à la sécurité.

## 6 Obligations de l'Opérateur au terme du Contrat

Au terme du Contrat, l'Opérateur doit remettre les parties du Site, des Infrastructures et de la Salle Cohabitée occupées par lui dans son état initial, en considération des installations qu'il aura lui-même réalisées dans le cadre du Contrat.

L'Opérateur reste tenu de verser à TDF les sommes dues au titre du Contrat jusqu'à la date de remise en l'état mentionnée dans un procès-verbal de sortie établi contradictoirement entre TDF et l'Opérateur.

## 7 Prix

Le prix dont l'Opérateur est redevable en contrepartie de la fourniture du Service est celui indiqué dans la Proposition Technique et Commerciale. Il est établi par application du tarif de la Version « Année n » de l'Offre de Référence visée dans la Proposition Technique et Commerciale.

## 8 Modalités de facturation et de paiement

Les frais d'accès au service, les frais de modification du service et le prix des prestations spécifiques fournies par TDF conformément au Contrat sont inclus dans la première facture adressée par TDF au titre du Service. Le prix des accompagnements au-delà du forfait et des accompagnements express demandés par l'Opérateur sont facturés mensuellement.

Les autres sommes dues par l'Opérateur au titre de la fourniture du Service sont payables mensuellement, à raison d'un douzième du prix annuel TTC à compter de la date de Mise à Disposition du Service.

TDF émet, chaque mois, une facture relative aux Services fournis au titre du mois précédent, payable le 15 du mois suivant la date de la facture.

Cette facture inclut les taxes en vigueur au jour de la facturation. Lorsque l'échéance correspond à un jour non ouvré, elle est reportée au premier jour ouvré suivant. Pour la (ou les) première(s) facture(s), les sommes dues sont calculées prorata temporis à partir de la date de Mise à Disposition du Service.



Pour la dernière facture, les sommes dues sont calculées prorata temporis jusqu'à la date de remise en l'état mentionnée dans le procès-verbal de sortie contradictoire.

Le paiement par l'Opérateur de toute facture émise par TDF s'effectue par chèque ou par virement en valeur compensée le jour de l'échéance auprès de CAYLON Paris - Code banque: 31489 code guichet : 00010 Compte n° 00219130857 - 47.

TDF adresse à l'Opérateur au moins un exemplaire de chaque facture émise.

TDF se réserve le droit de changer sa domiciliation bancaire ou adresse de remise des chèques quand bon lui semble sous réserve d'en avertir l'Opérateur par lettre recommandée avec avis de réception et un préavis d'un mois.

## 9 Retard de paiement

Le défaut de paiement total ou partiel d'une facture à l'échéance entraînera :

- de plein droit et sans mise en demeure, l'exigibilité des sommes dues quel que soit le mode de règlement prévu et l'application prorata temporis d'un intérêt de retard égal au taux de l'Euribor 12 mois du jour de l'échéance majoré de 4 points. Si l'intérêt de retard ainsi calculé n'est pas payé, il sera capitalisé au même taux d'année en année. L'intérêt est dû par le seul fait de l'échéance. Les intérêts de retard sont perçus nonobstant les dommages et intérêts auxquels pourrait prétendre TDF du fait du non-paiement en cause.
- conformément à l'article L.441-6, I C.com, l'exigibilité de plein droit d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant minimum de 40 € en application du Décret 2012-115 du 2 octobre 2012 ou du montant fixé par un Décret qui se substituerait au Décret précité et, si les frais de recouvrement exposés par TDF sont supérieurs à ce montant minimum, le montant des frais supplémentaires sur présentation de justificatifs par TDF ;

- la suspension de la fourniture du Service en cours, après une mise en demeure préalable adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet au terme d'un délai de quinze jours.

L'envoi par TDF ou l'Opérateur de toute réclamation par lettre recommandée avec accusé de réception constitue une cause interruptive de la prescription.

Toute contestation relative à la facture (adresse, intitulés, prix, etc...), de quelque nature qu'elle soit, devra être motivée et adressée par lettre recommandée avec accusée de réception à TDF dans un délai de dix (10) jours à compter de la date d'émission de la facture objet de la contestation. A défaut, la facture sera réputée acceptée par l'Opérateur, celui-ci renonçant du même coup à toute contestation relativement à la facture et à la prestation fournie qui en est l'objet.

## 10 Dépôt de garantie

Si la situation financière de l'Opérateur le justifie et afin de garantir le paiement du prix dû par l'Opérateur en contrepartie du Service, l'Opérateur constituera, dans un délai de deux (2) mois à compter de l'entrée en vigueur du Contrat ou, pendant l'exécution du Contrat, à compter de la demande de TDF, auprès d'un établissement bancaire de premier rang, un dépôt de garantie d'un montant égal à un quart du prix annuel TTC dû par l'Opérateur en contrepartie de la fourniture du Service.

Chaque semestre l'Opérateur procédera à une actualisation du montant du dépôt de garantie pour :

- l'augmenter du prix dû par l'Opérateur en contrepartie de la fourniture des nouveaux Services contractualisés au cours du semestre écoulé ;
- le diminuer du prix dû par l'Opérateur en contrepartie de la fourniture des Services ayant fait l'objet d'une résiliation au cours du semestre écoulé.



L'Opérateur s'engage à transmettre sans délai à TDF l'original du document remis par l'établissement bancaire auprès duquel a été constitué le dépôt de garantie et attestant de la réalité du dépôt et de son montant, ainsi que les conditions de déblocage des fonds par TDF auprès de l'établissement bancaire, tant à la constitution initiale du dépôt qu'à chaque actualisation de son montant conformément au paragraphe précédent.

## 11 Comité de suivi

L'Opérateur et TDF s'engagent à mettre en place un Comité de suivi qui se réunira selon une périodicité arrêtée d'un commun accord ou à la demande de l'Opérateur ou de TDF et sans délai si les circonstances l'exigent.

Le Comité de suivi est le lieu où s'effectue le suivi de la bonne exécution du Contrat et où sont prises les décisions concernant son application. Plus généralement, le Comité de suivi est le lieu privilégié d'échanges et de communication sur le Service.

Y sont traités les sujets suivants, sans que cette liste soit limitative :

- mise à jour des procédures et des plannings,
- possibilités d'évolution de service,
- toute difficulté rencontrée dans l'exécution du Contrat, et notamment toute réclamation de l'Opérateur concernant les conditions dans lesquelles le Service lui est fourni.
- modalités d'application de nouvelles normes.

L'ordre du jour du Comité de suivi sera établi conjointement et finalisé au moins huit jours avant la date prévue pour la réunion du comité de suivi.

A l'issue d'une réunion du Comité de suivi, un compte rendu sera rédigé par TDF et adressé pour validation à l'Opérateur.

A défaut de validation expresse de ce compte rendu par la partie destinataire dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception

du compte rendu, celui-ci est considéré comme étant approuvé.

Sauf formalisation sous forme d'avenants, les décisions du Comité de suivi ne peuvent avoir pour finalité ou objet de modifier le présent Contrat.

## 12 Engagements de l'Opérateur

Outre le complet paiement du prix dû en contrepartie du Service, l'Opérateur s'engage à respecter l'ensemble des obligations mises à sa charge au titre du Contrat, en ce compris notamment les dispositions pertinentes de la Version « Année n » de l'Offre de Référence visée dans la Proposition Technique et Commerciale, tout particulièrement au titre des différents cahiers des charges, cahiers de recette et de contrôle de conformité, des Procédures et des Règles d'accès aux Sites de TDF.

L'Opérateur est responsable vis-à-vis de TDF des dommages de toute nature causés de son propre fait ou du fait de tiers intervenant pour son compte, et en particulier de tout dommage résultant du non-respect, par l'Opérateur, des obligations qui lui incombent au titre du Contrat.

L'Opérateur s'engage à ce que ses interventions et celles des tiers intervenant pour son compte sur chaque Site ne causent aucun trouble, de quelque nature que ce soit, aux activités y exercées par TDF et par les autres occupants.

L'Opérateur fait son affaire du respect de la réglementation en vigueur concernant les conditions de travail de ses salariés ou de ceux de ses sous-traitants notamment en ce qui concerne le travail en hauteur et les équipements de protection électromagnétiques.

L'Opérateur est avisé et reconnaît que TDF peut être amenée à modifier en cours de Contrat les conditions de fourniture du



Service, en application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité publique et à la défense nationale. Le cas échéant, ces modifications pourront donner lieu à l'application de l'article 21 des présentes Conditions Générales. En tout état de cause, l'Opérateur s'engage à se conformer à toute demande de TDF fondée sur ces dispositions et reconnaît que TDF ne peut en aucun cas être tenue responsable des conséquences des dites dispositions sur l'exécution du Contrat.

Lorsque les dispositions précitées imposent des obligations nouvelles à l'Opérateur, ce dernier s'engage à s'y conformer et TDF répondra à toute demande de l'Opérateur à cette fin conformément à ses offres de service en vigueur.

L'Opérateur supporte la charge exclusive des dommages de toute nature causés à son personnel, à ses infrastructures et équipements ou à ceux de ses sous-traitants participant à l'exécution du Contrat, sauf faute prouvée de TDF ou d'un tiers intervenant sous la responsabilité de TDF.

## 13 Garanties de l'Opérateur

L'Opérateur certifie à TDF que sa situation est régulière vis-à-vis de l'administration fiscale et des organismes de protection sociale. Il déclare s'être acquitté des différentes obligations énumérées à l'Article L8221-3 et L8221-5 du code du travail, et certifie sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L3243-2, R3243-1 L.1221-13 et L1221-10 du Code du Travail. Il garantit TDF contre tout recours à ce sujet.

Conformément aux articles L8222-1 et suivants du Code du travail faisant obligation à TDF de vérifier que l'Opérateur s'est acquitté de ses obligations au regard des articles L8221-3L8221-5 du même code, l'Opérateur s'engage à fournir à TDF, dès la conclusion du Contrat, les documents

mentionnés à l'article D8222-5 du Code du Travail, et notamment :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ou un avis d'imposition à la taxe professionnelle pour l'exercice précédent,
- un extrait K-BIS original de moins de 3 mois justifiant de l'inscription au RCS.

L'Opérateur s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection de l'environnement, notamment en ce qui concerne la prévention et la gestion des déchets générés (réduction, collecte, valorisation et/ou élimination) d'une part, et la prévention des risques liés aux matières dangereuses d'autre part.

## 14 Règles d'accès aux Sites

L'accès au Site de l'Opérateur et des tiers intervenants pour son compte dans le cadre du Contrat se fait conformément aux Règles d'accès aux sites gérés par TDF applicables aux Opérateurs clients figurant dans les Offres de Service Hébergement TNT et dans le respect des règles de sécurité spécifiques à chaque Site transmises par TDF en exécution du Contrat.

Tout manquement à l'une des règles visées ci-dessus entraîne automatiquement la suspension temporaire ou la suppression des droits d'accès de la ou des personnes concernées et peut constituer un manquement grave au sens de l'article 6 des présentes.

## 15 Sous-traitance

TDF pourra sous-traiter tout ou partie de l'exécution des contrats.

Lorsque l'Opérateur fait intervenir pour son compte des tiers, personne physique ou morale sur un Site, et en particulier lors des travaux d'installation de ses équipements ou



de leur exploitation, il s'engage à faire respecter par ceux-ci les engagements souscrits par lui dans le cadre du Contrat et à répondre vis-à-vis de TDF de tout manquement de l'un ou l'autre de ces tiers aux dits engagements.

## 16 Contenu des Programmes

TDF s'engage à fournir le Service, quels qu'en soient le contenu et la nature des droits y afférents, sauf dans le cas où une interruption du Service lui serait imposée, pour une raison qui ne serait pas de son fait, par les autorités administratives ou juridictionnelles compétentes, ou par application des dispositions légales ou réglementaires en vigueur ; une telle interruption ne pouvant en aucun cas être considérée comme un manquement de TDF à ses obligations.

L'Opérateur est seul responsable à l'égard de TDF du contenu des programmes et des informations diffusés à partir du Site de TDF. En conséquence, TDF n'est en aucun cas responsable du contenu des programmes et des informations, quels qu'ils soient.

La responsabilité de TDF sera dérogée en cas de revendications de tiers liées au contenu des programmes et des informations transmises ou à leur diffusion, et notamment, celles arguant d'une atteinte à un droit de propriété lié à un brevet, à une marque, à des dessins et modèles, celles visant la défense des droits protégés par le Code de la Propriété Intellectuelle, ou celles résultant d'une atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou au respect de la vie privée (droit à l'image, secret de la correspondance, etc.).

L'Opérateur garantit TDF contre tout recours à cet égard sous réserve de se voir notifier par lettre recommandée avec accusé de réception toute réclamation, contentieuse ou non, dans le mois suivant sa réception par TDF. Dans ce cas l'Opérateur s'engage à assurer la défense (directement ou par

l'intermédiaire d'un tiers intervenant pour son compte) en concertation avec TDF.

Au titre de cette garantie, l'Opérateur s'engage à prendre en charge l'ensemble des conséquences dommageables supportées par TDF ainsi que d'éventuelles condamnations mises à sa charge.

L'Opérateur s'engage à prendre en charge le coût complet du procès ainsi que celui des frais et honoraires des conseils qui seront choisis conjointement par TDF et l'Opérateur et dont la maîtrise est assurée par l'Opérateur compte tenu de la garantie prévue ci-dessus.

## 17 Assurances

L'Opérateur doit s'assurer contre tout dommage corporel, matériel ou immatériel consécutif ou non, imputable à ses personnels, ses matériels ou ses sous-traitants et plus généralement à la présence de ses équipements sur les Sites de TDF.

A cet effet, l'Opérateur souscrit auprès d'une compagnie notoirement solvable une police d'assurances responsabilité civile exploitation et professionnelle couvrant les dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non pour une valeur au moins équivalente à 7 620 000 Euro (sept millions six cent vingt mille Euro) par sinistre et 15 240 000 Euro (quinze millions deux cent quarante mille Euro) par an.

Certains sites peuvent nécessiter des conditions particulières d'assurance, auquel cas celles-ci sont mentionnées dans les Conditions Particulières.

L'Opérateur souscrit également auprès d'une compagnie notoirement solvable une police d'assurances dommages aux biens garantissant en valeur à neuf ses biens et incluant les responsabilités habituelles (risques locatifs et recours des voisins et des tiers) pour des montants au moins équivalents à ceux applicables à la responsabilité civile exploitation et professionnelle.

L'Opérateur vérifie, préalablement à l'exécution de travaux ou interventions pour son compte en sous-traitance, que les entreprises concernées ont souscrit des polices d'assurances équivalentes pour couvrir les dommages qu'elles pourraient occasionner à l'occasion de leur intervention sur le Site, étant précisé que lorsque les montants garantis par les polices d'assurances des sous-traitants sont inférieurs à ceux requis de l'Opérateur, la police de ce dernier doit prendre en charge la responsabilité de ses sous-traitants au-delà des plafonds garantis dans leurs polices propres et dans la limite du plafond fixé par le présent article pour l'Opérateur.

L'Opérateur adresse copie des attestations des polices d'assurance nécessaires, préalablement à la mise en œuvre des travaux d'installation.

## 18 Responsabilité

TDF s'engage à fournir le Service, conformément à l'état de l'art et de la technique.

De manière expresse, TDF est soumise à une obligation de moyens pour assurer l'exécution du Service.

Pour l'exécution du Service, la responsabilité de TDF est limitée de manière expresse, par année civile et sans récurrence, à l'indemnisation des seuls préjudices directs dans les limites de 762 000 Euro (sept cent soixante deux mille Euro) par sinistre et de 1 524 000 Euro (un million cinq cent vingt quatre mille Euro) pour tous les sinistres confondus survenus au titre de l'ensemble des Contrats en vigueur avec l'Opérateur, relevant des présentes Conditions Générales de Service.

La responsabilité de l'Opérateur s'exerce dans la limite des plafonds définis à l'article 17 Assurances.

L'Opérateur et TDF s'engagent à renoncer à tout recours et à faire renoncer leurs

assureurs respectifs à tout recours au-delà de ces montants.

TDF est dégagée de toute responsabilité en ce qui concerne la détérioration ou le vol du matériel appartenant à l'Opérateur, sauf fautes dûment prouvées de la part de TDF ou des tiers intervenants pour son compte.

## 19 Interruption de service

### Interruption programmée de courte durée

TDF informe l'Opérateur que des travaux ou maintenances programmés concernant des interventions de la responsabilité de TDF de maintien ou d'évolution des Infrastructures et des Sites peuvent :

- (i) amener TDF à interrompre le Service et demander la suspension temporaire du fonctionnement des équipements de diffusion de l'Opérateur ou du Système Antennaire de Diffusion ;
- (ii) demander à l'Opérateur de diminuer temporairement la puissance d'émission de ses équipements.

Le délai d'information préalable minimal est fixé à trois (3) semaines calendaires. Cette mesure, d'une durée relativement courte, est programmée si possible dans la période la moins gênante pour l'Opérateur.

### Interruptions exceptionnelles en urgence

En sa qualité de gestionnaire du Site et des Infrastructures associées, TDF peut être amenée pour des raisons techniques ou de sécurité à demander une coupure immédiate de l'alimentation électrique des équipements de l'Opérateur ou à procéder à une coupure immédiate du fonctionnement de son Système Antennaire de Diffusion. A cette fin l'Opérateur doit s'assurer de sa capacité à couper sur demande l'alimentation électrique de ses équipements ou à fournir à TDF la capacité de mettre en œuvre cette coupure.

Toute coupure sera justifiée par TDF.

## 20 Pénalités de retard de Mise à Disposition

Dans le cas où la Mise à Disposition du Service est retardée par rapport à la date de Mise à Disposition prévisionnelle indiquée dans la Proposition Technique et Commerciale pour tout autre motif qu'une des raisons exposées ci-après, TDF versera à l'Opérateur des pénalités calculées selon les modalités suivantes :

- pour la période allant du 1er au 28ème jour calendaire inclus de retard, TDF versera à l'Opérateur une pénalité égale à un demi pour cent du prix annuel HT du Service par semaine de retard,
- au delà du 28ème jour calendaire, TDF versera à l'Opérateur une pénalité égale à un demi pour cent du prix annuel hors taxes du Service, par jour de retard.

Sont considérées comme des raisons ne pouvant donner lieu à l'application des pénalités définies ci-dessus :

- toute faute ou demande expresse de l'Opérateur de reporter la date de Mise à Disposition ;
- les journées d'intempéries ayant donné lieu à l'arrêt des chantiers :
  - de bâtiment,
  - de Pylônes,
  - d'installation de feeders et d'antennes.
- tout retard dans l'obtention des autorisations administratives à la charge de TDF, indépendant de TDF ;
- le refus d'au moins un des clients actuels de laisser TDF intervenir sur un ou des éléments communs au Service DiffHF-TNT et aux autres services exploités par TDF, lorsque cette intervention est soumise à leur accord. TDF fait ses meilleurs efforts pour obtenir l'accord du client dans les meilleurs délais et donne à l'Opérateur toutes les informations nécessaires lui

permettant d'apprécier l'évolution de la situation.

Les pénalités sont exclusives de toute autre réparation en nature ou par équivalent du préjudice qui serait subi par l'Opérateur.

## 21 Renouvellement ou modification substantielle des Infrastructures ou dispositifs techniques

TDF se réserve la possibilité de modifier substantiellement ou le cas échéant de renouveler les Infrastructures ou dispositifs techniques relatifs au Service.

TDF en informe l'Opérateur avec un préavis de six (6) mois et lui propose alors, de bonne foi, une nouvelle solution pour la fourniture du Service sans facturation supplémentaire par TDF.

L'Opérateur peut refuser cette solution dans la mesure où elle entraîne une modification substantielle du service rendu à son client.

Dans ce cas, si TDF maintient sa décision de modification substantielle ou de renouvellement des Infrastructures ou dispositifs techniques, l'Opérateur a alors la possibilité de résilier le Contrat, sans versement d'une quelconque indemnité à TDF.

## 22 Demandes d'autorisation et déclarations

TDF prend en charge les déclarations et demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation du Service à l'exception :

- de celles requises dans le domaine des communications électroniques notamment les autorisations délivrées par les organismes suivants pour lesquels ces

obligations sont à la charge de l'Opérateur : CSA, ANFR, ARCEP, COMSIS ;

- des autorisations et déclarations spécifiques aux équipements installés par l'Opérateur.

Sur demande de TDF, l'Opérateur lui transmet copie des déclarations ou autorisations précitées relevant de sa responsabilité.

## 23 Cas de Force majeure

Sont considérés comme cas de force majeure ceux retenus comme tels par la Cour de cassation française.

Lorsqu'un cas de force majeure survient, TDF en informe l'Opérateur dans les meilleurs délais.

A compter de cette information, TDF et l'Opérateur se concertent afin d'examiner les conditions raisonnablement possibles dans lesquelles l'exécution du Contrat pourrait être reprise en tout ou en partie.

A défaut d'une telle reprise à l'issue d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de survenance du cas de force majeure, le Contrat peut être résilié sur l'initiative de TDF ou de l'Opérateur par simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préavis ni indemnité de part et d'autre.

## 24 Propriété

TDF conserve la pleine propriété des Infrastructures, des installations, des techniques, logiciels et autres services associés ainsi que de toutes informations, méthodes, savoir-faire, développements complémentaires effectués à la demande ou non de l'Opérateur, sans que cette liste soit exhaustive, préexistants ou développés dans le cadre du Contrat.

Le Contrat n'emporte aucune cession d'aucune sorte de droit de propriété de l'une des parties vers l'autre partie.

Si dans le cadre du Contrat, il s'avérait possible de déposer un brevet, il sera déposé par la Partie réputée en être l'auteur en son nom et pour son compte dans les conditions de droit commun.

## 25 Débauchage - Embauchage

L'Opérateur et TDF s'engagent à ne pas débaucher, embaucher ou faire travailler, de quelque manière que ce soit, directement ou par personne interposée, tout salarié de l'autre Partie intervenant directement à l'exécution du Contrat, sauf après accord écrit et préalable de l'autre partie.

Cet engagement est valable pendant toute la durée du Contrat augmentée d'une durée de douze (12) mois à compter de la fin du Contrat.

## 26 Confidentialité

Toutes les informations, quelle qu'en soit la nature et les supports, échangées avec l'Opérateur dans le cadre tant dans le cadre de la conclusion que dans celui de l'exécution du Contrat sont réputées confidentielles, le Contrat étant lui-même confidentiel s'agissant de la Proposition Technique et Commerciale de TDF acceptée par l'Opérateur et des éventuelles conditions particulières convenues.

L'Opérateur et TDF s'engagent à :

- ne pas les publier, ne pas les divulguer à des tiers ;
- ne les communiquer qu'aux seuls salariés ou sous-traitants qui auraient besoin de les connaître, après avoir, au préalable, informé clairement lesdits salariés ou sous-traitants du caractère strictement confidentiel des Informations, et les avoir fait s'engager au respect de ladite confidentialité ; l'Opérateur et TDF se portent garants de la bonne exécution

desdites obligations de confidentialité par leurs salariés ou les tiers intervenants pour leur compte ;

- ne pas les utiliser directement ou indirectement à d'autres fins que celles précisées au préambule ;
- ne pas dupliquer les documents, de quelque nature qu'ils soient, les contenants, ni les copier, ni les reproduire.

La partie recevant des informations confidentielles ne sera tenue à aucune des obligations précitées si lesdites informations :

- sont dans le domaine public au moment de leur réception par ladite partie ou tombent dans le domaine public sous réserve, dans ce dernier cas, que ladite partie n'ait pas elle-même rendue publiques les informations confidentielles en violation de son engagement de confidentialité ;
- ont été communiquées à ladite partie par un tiers ne les détenant ni directement, ni indirectement de l'autre partie et à conditions que ce tiers ne les détiennent pas en violation d'une obligation de confidentialité et/ou de protection de secret des affaires;
- seraient divulguées sur demande ou en vertu d'un impératif légal, statutaire ou conventionnel s'imposant à l'Opérateur ou TDF ou aux deux. La partie soumise à une telle obligation de divulgation devra cependant mettre en œuvre toutes les procédures existantes et à sa disposition visant à protéger le secret des affaires entourant les informations confidentielles visées par la demande de l'autorité précitée.

A charge pour la partie invoquant une des hypothèses précitées d'en rapporter la preuve par tous moyens.

Dans la mesure où l'Opérateur utilise le Système Antennaire de Diffusion de TDF, il est autorisé à communiquer à son client le ou les diagramme(s) de rayonnement caractérisant la prestation de diffusion qu'il lui rend. L'Opérateur s'engage alors à

demander à son client de prendre les précautions d'usage pour respecter la confidentialité de ces informations.

Les dispositions du présent article continueront à lier l'Opérateur et TDF pendant deux années à compter de l'échéance du Contrat.

## 27 Litiges

En cas de désaccord sur l'interprétation ou pour l'application du Contrat, l'Opérateur et TDF s'obligent, préalablement à toute action contentieuse, à rechercher un accord amiable.

A DEFAUT D'ACCORD AMIABLE LES PARTIES S'ACCORDENT A SOUMETTRE LEUR DIFFEREND AU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS, A L'INITIATIVE DE L'UNE OU L'AUTRE DES PARTIES, NONOBTANT PLURALITE DE DEFENDEURS OU APPEL EN GARANTIE MEME POUR LES PROCEDURES D'URGENCE OU LES PROCEDURES CONSERVATOIRES.

## 28 Nullité

Si une ou plusieurs stipulations du Contrat sont, en tout ou en partie, tenues pour non valides, ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente :

- les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée,
- l'Opérateur et TDF négocieront de bonne foi, afin de remplacer la ou les stipulations en question par une ou plusieurs stipulations valables et susceptibles d'exécution aussi proches que possibles de l'intention commune de TDF et de l'Opérateur ou, si une telle intention commune ne peut être déterminée, de l'intention de celle des parties que la stipulation nulle ou non susceptible d'exécution visait à protéger.

## 29 Titres

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un des titres d'articles et la teneur de l'article, les titres seront déclarés inexistantes.

## 30 Notification

La notification entre les parties, lorsqu'elle est expressément prévue par le Contrat, est considérée comme valablement effectuée lorsqu'elle est effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception (la première présentation faisant foi) ou envoyée par télécopie en cas d'urgence ou d'interruption du service postal. Dans cette hypothèse, ladite télécopie sera confirmée par courrier recommandé avec accusé de réception dès que possible.

Toutes les notifications visées au présent article, pour être valides, devront avoir été effectuées aux adresses de domiciliation suivantes :

- Pour TDF, la notification devra être expédiée en double exemplaire à l'attention, pour l'un, du Président de TDF et, pour l'autre, du Directeur Juridique de TDF.

- Pour l'Opérateur, à l'adresse de son siège social, à l'attention de son Président.

Si l'Opérateur ou TDF changent d'adresse et/ou de destinataire, elle notifiera préalablement, selon les dispositions du présent article, la nouvelle adresse et/ou le nom du nouveau destinataire et la date d'effet de ce ou ces changement(s).

## 31 Domiciliation

L'Opérateur et TDF élisent domicile à leurs sièges sociaux respectifs.

## 32 Modification des Conditions Générales de Services

TDF se réserve la possibilité de modifier les présentes conditions générales à tout moment sous réserve d'un préavis de trois (3) mois. Ces modifications ne prendront effet qu'à l'égard des prestations commandées à compter du lendemain de la date d'expiration du préavis. Les modifications apportées n'auront aucun effet sur les Contrats déjà conclus.





TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.

SIREN 342 404 399 RCS Nanterre

**Siège Social**

155 Bis, Avenue Pierre Brossolette

92120 Montrouge

France

Tel : 33(0)1 55 95 10 00